



HAL
open science

Existe-t-il quelque chose comme un conservatisme de gauche ?

Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Fabrice Flipo. Existe-t-il quelque chose comme un conservatisme de gauche?. AFSP 2019: 15ème Congrès de l'Association Française de Science Politique, Jul 2019, Bordeaux, France. hal-02491809

HAL Id: hal-02491809

<https://hal.science/hal-02491809v1>

Submitted on 26 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ST26

Existe-t-il quelque chose comme un conservatisme de gauche ? Is there something like “left conservatism”?

Fabrice Flipo, IMT-BS / LCSP Université de Paris, fabrice.flipo@imt-bs.eu

Le « conservatisme de gauche » : un « canard lapin » ? A partir de l'écologie politique

Nous partons ici d'un principe méthodologique que nous avons appliqué dans nos travaux sur l'écologie politique : la thèse de W.B. Gallie suivant laquelle les idées politiques sont « essentiellement contestées » ce qui veut dire qu'elles doivent toujours être comprises comme dotées d'une dimension performative, autrement dit qui vise à produire un effet, contre une autre idée politique, avec laquelle cette idée est en désaccord. Dans cette perspective le « conservatisme de gauche » est une catégorie politique qui ne peut pas être comprise sans avoir identifié qui utilise ce terme, et pourquoi. Sans cette précaution nous serions amenés à confondre par exemple ce que certains acteurs appellent les composantes « droitières » du PS ou de la LCR (en son temps) avec la droite elle-même, alors que ce n'est pas ce que les usagers de ce concept ont en tête. La proposition s'inscrit donc dans les axes 1 et 3, parmi les 3 proposés : un travail de différenciation des idées, plus que leur généalogie, même si celle-ci peut être convoquée pour éclairer le présent. Nous défendons la thèse suivant laquelle non, le conservatisme n'a pas « franchi le rubicon », et que nous avons affaire ici à un « canard lapin ». Pour autant, cette hypothèse d'un conservatisme de gauche pose des questions classiques, mais cruciales à la gauche, comme à droite, dans la mesure où un parti, qui est une minorité active, pour convaincre, doit se concilier avec l'ordre existant, sous peine de marginalité. Mais cette acceptation stratégique ne doit pas être confondue avec une idéologie politique (au sens de Mannheim) telle qu'un « conservatisme de gauche ». Dans cette mesure-là, le conservatisme de gauche est un « canard-lapin », une chimère. Nous allons examiner le sujet à partir de l'écologie politique.

Le plus aisé est sans doute de partir de définitions solides du conservatisme, que nous trouverons moins chez Oakeshott ou Scruton, qui sont assez vagues, que chez Carl Schmitt ou Maurras. L'avantage chez ces conservateurs est de mettre en évidence un courant anticapitaliste, antilibéral et révolutionnaire de droite, qui ressemble donc à son homologue de gauche, sur certains points. René Rémont estimait que ce courant politique avait disparu, tout comme Olivier Nay qui en situe la fin avant la seconde guerre mondiale. Ce courant est décrit par ces deux auteurs comme foncièrement contre-révolutionnaire, voulant revenir à la société des ordres. Maurras est en général considéré comme le dernier représentant de cette famille de pensée, vaincue en même temps que le nazisme. Il ne resterait donc que les « trois droites » : bonapartiste, libérale-sociale et libérale. Des courants politiques contemporains présentent pourtant certaines caractéristiques de ce courant présumé disparu ; c'est le cas de la revue Limite ou d'Alain de Benoist. La revue Limite est plus hétéroclite qu'il n'y paraît mais les thèses de Gaultier Bès sont assez claires : le propos tourne presque entièrement autour de la question d'une identité « liquéfiée » par la technique et l'argent, une critique du « tout est possible » supposément porté par le libéralisme. Les thèses de Michéa sont largement reprises, de manière positive : les partisans de ce courant estiment qu'ils sont les vrais antilibéraux, à la différence de la gauche jugée libérale, parce que porteuse de la technique et de ce « tout est possible », même si elle préfère l'État pour sa mise en œuvre. C'est un libéralisme d'État,

en quelque sorte, qui viole les identités tout autant que le libéralisme. Ces courants ne sont pas réellement nouveaux, dans l'écologie politique, qui a beaucoup polémique contre Edward Goldsmith, frère du milliardaire et fondateur de *The Ecologist*, en Angleterre, ainsi que contre Antoine Waechter et ses parti-pris « enracinés ». Waechter a récemment préfacé le livre de Fabien Niezgod (Le sens de l'écologie politique, 2018), auteur proche d'Alain de Benoist. Ce dernier a écrit un *La Décroissance* qu'il m'a d'ailleurs fait parvenir, avec un mot d'amitié. Toute la critique est similaire à une critique de gauche, mais les solutions sont radicalement différentes. Frédéric Rouvillois voit dans l'oeuvre de Maurras les fondations de l'écologie politique, et dans la royauté la solution : notamment une conception longue du temps. Dominique Bourg engagé avec Antoine Waechter récemment aux élections européennes a ancré son anthropologie plutôt dans des auteurs conservateurs : Alasdair McIntyre, Hobbes, Locke et Constant, même s'il les critique.

Serge Moscovici distinguait un écologisme réactif et un écologisme actif. Si le premier est proche du conservatisme, le second est-il alors « de gauche » ? Notons d'abord que l'ampleur du premier est incertaine, quant à ses attendus. Que veut-il exactement ? Dans *Nature et politique*, nous affirmions le caractère contradictoire du courant, qui annonce vouloir tout changer tout en répugnant à tout bouleversement brusque, en bon centriste. Ce qui montre d'ailleurs, comme nous le disions déjà, que le conservatisme se diffracte du centrisme jusqu'à la droite extrême, il convient donc de ne pas les confondre. La revue *Limite* peut par exemple difficilement être considérée comme une émanation de la droite « dure », comme on le lit parfois. Aldo Leopold, souvent considéré à tort comme fondateur de l'écologie profonde, adoptait clairement une attitude réactive : il voulait mettre des zones de nature sauvage à l'abri de l'empreinte humaine mais ne remet pas en cause la société industrielle. Les courants conservateurs sont tiraillés entre le refus du changement industriel et la puissance que celui-ci apporte. La Révolution Nationale de Vichy fut un industrialisme déchaîné, et non le triomphe de l'écologisme supposé de Maurras, ou son anti-technicisme. La même objection avait été opposée à Luc Ferry qui voyait le végétarisme d'Hitler mais pas la furie industrialiste du régime, lecture partielle et donc partielle. La droite conservatrice radicale, d'inspiration schmittienne, se soucie peu d'écologie, elle craint pour ses frontières et son identité ; suivant la formule de Schmitt l'ennemi est l'autre en tant qu'Autre, en tant que puissance susceptible de m'emporter. Aucun des programmes de droite n'a donc été écologiste jusqu'ici, et les cas de Trump et de Bolsonaro viennent l'illustrer. Un certain écologisme assez superficiel peut transparaître du côté de l'Action Française, officine toujours très active, ainsi cet orateur qui soutient par exemple que la destruction de la planète a commencé avec la Révolution française, par l'octroi du droit de chasse à tous, ce qui aurait généré une hécatombe chez les pigeons¹... Une voie serait possible, à droite, et c'est peut-être sa réactivation qui contribue au succès de *Limite* : la religion, une théologie politique. A l'image de Bonald le conservatisme ne croit pas à l'émancipation et cherche à placer l'être humaine sous des tutelles sur lesquelles il n'a aucune prise. Plutôt que la concorde par la négociation, la société des Nations, ce courant brandirait plus facilement la menace d'un Dieu.

L'écologisme « actif » (Moscovici) est évidemment très différent. Il se divise en plusieurs familles. De nombreuses typologies ont été faites, on retiendra ici trois courants, plutôt que deux comme chez *Les deux âmes de l'écologie* de Romain Felli. Le premier reprend certaines formes minoritaires de socialisme, plutôt libertaires, comme l'ont montré François Jarrige ou Vincent Bourdeau : les naturaliens ou les briseurs de machine, dont la critique de la technologie est virulente. Il s'appuie sur la méfiance populaire envers les élites. Michéa est l'un des théoriciens de cette forme de lutte contre l'envahissement du monde vécu, tout comme Paul Ariès. Le second s'inscrit plutôt dans un marxisme plus ou moins écologique. C'est le cas notamment de Gorz qui verra dans les TIC un

moyen de domestiquer l'industrie, à laquelle il n'était pas question de renoncer. Gorz a fustigé les utopies naturalistes des Verts radicaux comme étant contraires à l'émancipation. Il ne se ralliera que très tardivement à l'idée de décroissance. Aujourd'hui encore Yves Cochet critique la propension de Yannick Jadot à croire dans la croissance verte. Le numérique est un point de tension particulièrement intense. En large contradiction avec les données disponibles, Jadot confiait en septembre dernier à l'auteur de ces lignes que le numérique allait résorber son empreinte écologique plus vite que tous les autres secteurs industriels. EELV d'Europe-Ecologie les Verts regroupe toutefois les deux tendances institutionnelles de l'écologie politique : le marxisme écologique et le libéralisme écologique. Si Gorz peut être le symbole du premier, Pierre Rabhi et les Colibris sont classiquement le symbole du second. Le libéralisme comporte en effet deux grands courants : l'utilitarisme (Bentham) et la liberté (Hayek). Les deux peuvent s'hybrider avec l'écologisme. Le premier si « l'utilité » intègre l'utilité de la nature (les « services écologiques »), voire sa « valeur intrinsèque » ; le second dans la mesure où à aucun moment Hayek ne considère que la croissance doive être la finalité de la catallaxie auto-organisée qu'il voit advenir avec le libéralisme.

A l'évidence aucun de ces courants n'est conservateur au sens défini dans cette communication, d'un refus de l'émancipation, d'un enchaînement de l'humain dans des tutelles, que ce soit le marché ou la religion. Ils ne cherchent pas à conserver une identité ni défendre une puissance. Ils sont d'ailleurs rangés par les conservateurs parmi les libéraux-libertaires – les « bobos ». Ils en portent d'ailleurs partiellement les contradictions : ils mangent bio et local mais prennent l'avion, pour une partie d'entre eux ; généralement ancrés dans des professions intellectuelles supérieures, ils sont souvent étrangers à l'habitus ouvrier. Ce qui explique assez largement que l'écologisme politique soit assez largement un mouvement d'urbains, comme l'a encore montré l'épisode des Gilets Jaunes. Mais alors les écologistes sont-ils cette Gauche que fustige Michéa, qui aurait perdu contact avec les classes populaires ? Oui, en partie ; ils sont généralement en avance sur les questions sociétales (Noël Mamère à Bègles, appui aux sans-papiers etc.). Leurs électeurs sont issus de toutes les CSP mais la part des ouvriers et employés est nettement inférieure à la moyenne nationale : ils sont très peu représentatifs des attentes de cette partie-là de l'électorat.

Les écologistes sont-ils conservateurs parce qu'ils critiquent la technologie, ou qu'ils défendent la nature ? Rien ne l'indique. Considérer, à l'instar d'un certain libéralisme ou d'un certain marxisme, que le développement des forces productives est intrinsèquement bon, c'est renoncer au jugement et se placer sous la tutelle de cette étrange entité, la technologie, et en faire un sacré, comme le critiquait Jacques Ellul. La technologie doit s'évaluer à ses effets sur le bien-vivre : l'écologisme ne dit rien de plus, au-delà de ses désaccords internes. Ces effets doivent être évalués scientifiquement, c'est-à-dire sur une base séculière, et non sur un a priori de positivité ou de négativité de la technologie, entendue comme développement de techniques toujours plus capitalistiques. La défense de la nature n'a rien de conservateur non plus, bien que des amalgames aient pu être entendus, en sciences sociales ou autour de la Manif pour Tous. La nature et la famille naturelle, même combat ? Non. La nature désigne la biosphère, en tant que lieu où la vie se produit de manière permanente. Dans cette biosphère prennent place une très grande diversité de schémas familiaux, au sein de l'espèce humaine : aucun n'est plus « naturel » qu'un autre. Tous sont naturels, au sens de possibles offerts par la nature, à la culture. Il faut distinguer la nature au sens de l'essence (l'essence chrétienne de la famille) de la nature au sens de la biosphère, qui n'a pas d'essence. Dans la perspective de l'émancipation, l'essence est ce que nous déterminons comme tel : elle n'est pas donnée de l'extérieur. L'être humain est lié au milieu : la détermination de l'un (l'humain) provoque la détermination de l'autre (le milieu). Serge Moscovici, dans *L'histoire humaine de la nature*, montrait que les civilisations et sociétés humaines déterminent des *états de nature*, dont elles font

partie. Nous déterminons la nature et par là notre nature, et nous le faisons sur la base de ce que nous pensons juste, bien et beau, sur la base de ce que Moscovici appelle l'authenticité. S'il est juste que la famille puisse être composée de deux hommes, ou de deux femmes, alors telle est la famille. S'il est juste que ce soit un autre arrangement, alors telle est la famille, à nouveau. Il n'y a pas d'essence de la famille qui échapperait à l'investigation des humains, dans cette perspective-là. Les effets de la destruction de la nature sur les êtres humains sont avérés par la science, et non par la religion. L'écologie est une science, pas une spiritualité, même si elle ouvre sur un monde fort différent de celui dépeint par l'industrialisme. L'écologisme ne rompt donc pas avec les Lumières. La nature est ce qui reste quand le divin s'est retiré, y compris dans le domaine moral ; apposer le sceau du sacré sur la technologie est au contraire une attitude *conservatrice*. La sacralisation de la technique, par un certain marxisme, s'est ainsi partiellement confondu avec un simple nationalisme – ainsi en URSS. Le droit naturel a été brandi par les Lumières contre le droit divin. La nature a pour caractéristique principale d'être susceptible de science, c'est-à-dire observable et testable de manière publique, à l'inverse de la surnature dans laquelle il faut avoir foi. Il peut cependant arriver que certains écologistes même parmi les plus engagés soient chrétiens et s'opposent de ce fait à la PMA ou à la GPA, ainsi José Bové.

La place que tiennent les considérations proprement écologistes (c'est-à-dire, le rapport à la nature, entendue comme biosphère) dans *Limite* est assez... limitée. La question de l'ordre commun et de sa stabilité paraît plus importante. Gaultier Bès vit de manière décroissante certes mais aussi et surtout de façon chrétienne. Récemment Bès s'est réclamé de Jacques Maritain, avec l'idée d'un engagement politique chrétien. Quel est le poids exact du théologique ? S'agit-il d'un refus de la science ? Jusqu'où peut-il aller ? Il y a une voie religieuse pour un conservatisme écologiste. Le parti de l'émancipation ne se confondra évidemment pas avec elle.

A partir de là, que peut-on dire de ce qui est proposé par la ST26 au titre du « conservatisme de gauche », à savoir Orwell, Michéa ou Weil ? La première observation à faire est que les conservateurs font une lecture d'Orwell ou de Michéa assez différente de celle du parti de l'émancipation. Si l'on focalise sur le cas de Michéa, faute de temps et d'espace, les conservateurs croient trouver chez cet auteur une défense du pays réel de Maurras, via la *common decency* ; mais ce n'est pas du tout ce que dit Michéa, puisqu'il parle des racines populaires du *socialisme*. Le socialisme mis en avant par *Limite* est le socialisme bleu, chrétien, anecdotique sur le plan historique ; il a peu de commun avec le socialisme athée d'Orwell et de Michéa. La facilité avec laquelle le mariage pour Tous est entré dans les mœurs de la société française a démontré par les faits que ces lectures de droite de Michéa, auxquelles Michéa lui-même a pu prêter le flanc, étaient erronées : le peuple ne s'est pas montré conservateur. L'argumentaire de la session ne fait donc pas assez attention aux différentes lectures disponibles et au caractère situé de leur ancrage, ce qui nous ramène à W.B. Gallie évoqué au début de cette communication.

Un autre problème est plus difficile à traiter : il s'agit du rapport des minorités actives aux majorités. Michéa reproche à la Gauche d'être une minorité coupée du peuple. Dans le même temps ce n'est pas le peuple qui a porté le Mariage pour Tous ou l'écologie : le peuple paraît plutôt réactif, sur ces questions. Est-ce vraiment le cas, est-il conservateur ou intoxiqué par la propagande conservatrice, comme le suggèrent Marx, Clouscard, Baudrillard etc. bref toute une tradition de gauche ? Le contenu précis de la *common decency* prête à discussion. Les expériences de conférences de citoyens montrent que le peuple est plutôt progressiste, comme en témoigne par exemple l'expérience irlandaise (avortement et mariage pour tous dans un pays très croyant). Michéa avance le fait que la gauche intellectuelle « coupe du sensible » : mais cette coupure est aussi ce qui peut émanciper du

sensible préfabriqué par le parti de l'Ordre, qu'il soit libéral ou religieux. C'est aussi un peu ambigu. Le sensible peut se confondre avec le préjugé et c'est ce que retiennent les lectures conservatrices. La position de Michéa paraît donc fragile, à nouveau. La petite-bourgeoisie, quoique pleine de contradictions, a été désignée depuis Marx comme le maillon le plus radical de la population, dans la mesure où elle échappe partiellement à la domination, en disposant de capitaux culturels voire économiques, et qu'elle n'a pas grand-chose à perdre. Il n'en reste pas moins que tactiquement le parti de l'émancipation, qui peut prendre la forme de la Gauche, doit se compromettre avec l'ordre établi pour toucher les masses. Si la Gauche refuse tout débat sur la nation, la religion, la famille etc. au motif que ce sont des thèmes « de droite » alors évidemment celle-ci va pouvoir les investir en toute tranquillité. Quelle est la position la plus progressiste ou la plus « conservatrice », finalement ? Celle qui a raison dans l'absolu mais ne représente presque rien sur le plan électoral ou numérique (les avant-garde sans le peuple), ou celle qui tente d'agir avec le peuple, en « cautionnant » donc nécessairement les dimensions non-encore-émancipées de ce même peuple ? Pour aller porter l'argument contre les conservateurs, il faut les accepter dans un débat, et donc considérer que leurs arguments sont recevables. Est-ce « conservateur » ? Guilluy est-il conservateur, quand il rappelle que les minorités... sont minoritaires, et qu'un discours minoritaire oublie des pans entiers de la société française ? Il est frappant d'opposer La France des Invisibles (Confavreux, Lindgaard) ou Pour les Musulmans (Plenel, 2014) avec les analyses de Guilluy. La gauche semble avoir effectivement oublié le peuple. Elle semble effectivement attendre un peuple qui soit conforme à ses cadres théoriques, un peuple pur. L'embarras de la gauche face aux Gilets Jaunes témoigne de cette hésitation entre une position puriste, qui n'a pas de mains, et une autre qui va au contact, et évolue dans l'impureté du réel.